



## Lettre des Anciens Combattants

**Camarades [membres du Bureau Politique ?]  
Alberto Joaquim Chissano, Major-Général,  
Alberto Joaquim Chipande, Général de l'Armée,  
Armando Emilio Guebuza, Lieutenant-Général,  
Mariano Matsinha, Major-Général,**

### **Excellences et Compatriotes**

Nous, Anciens Combattants et Fondateurs de cette République, sûrs et intransigeants dans la recherche de la Paix, du Progrès et de la Prospérité pour notre Patrie, vous dédions ce message à l'occasion de la mort prématurée du Premier Président de cette République.

L'histoire de la lutte de libération de la Patrie existe depuis que l'étranger a occupé la terre-mère. La conclure par le tragique accident dont le Président de la République a été victime est aussi infantile que la pensée des Anciens, qui croyaient que l'univers se limitait à la terre. Nous sommes de ceux qui osent voir les faits avec le sang-froid nécessaire pour éviter de fausses conclusions, des résolutions faciles et gratuites, mais qui ne sont pas des solutions. Juger que nous sommes plongés dans l'obscurité par la mort du Président de la République, est la même chose que tenter de considérer que la direction politique de notre Pays se résumait à notre cher et défunt Président. Or, les faits et le passé prouvent précisément le contraire. Nous croyons que cette manière de voir va trop loin quant à l'hommage que nous devons rendre à notre cher Président, ne serait-ce que parce que la limite de la volonté humaine est la réalité objective qui s'y oppose. Et la réalité est bien uniquement celle-ci : nous avons des hommes capables de continuer et poursuivre la difficile tâche de chercher, trouver et donner, en fait, les solutions aux graves problèmes que connaît la Nation. Ce qui compte surtout, c'est que ces patriotes auront et ont pleine conscience de la souffrance de leur Peuple et de la nécessité urgente de refermer la blessure (ou les blessures) d'où s'écoule le sang de la Patrie.

Il est temps que le monde laisse aux Pays africains — et, en particulier au Mozambique, notre Patrie — une dynamique propre, avec des intérêts et une histoire originaux, bien qu'elle puisse être plus ou moins influencée par des conjonctures régionales ou internationales.

Une telle prise de position, de la part de notre futur président et du Gouvernement, aidera à mieux comprendre la situation de guerre prévalant (par exemple, le conflit existant depuis la lutte armée entre le Dr. Banda et le FRELIMO, et qui a comme cause principale la question historique et territoriale).

### **Compatriotes :**

Le moment lance le plus grand défi à l'action. Toute action est incertaine, mais a besoin d'une stratégie, c'est-à-dire d'un art d'agir dans des conditions aléatoires et adverses. Nous sommes confrontés :

- à la réalité socio-économique de notre Pays : problème économique ;
- à la guerre : problème politico-militaire ;
- à notre position envers la libération de l'Afrique australe (Afrique du Sud et Namibie).

Soyons bien conscients qu'est en jeu ce qu'il y a de plus complexe et précieux : la Vie de notre Peuple. Nous devons avoir le courage suffisant pour sauver la Patrie. Nous devons dépasser nos égoïsmes et ambitions personnelles ou tribales néfastes au Pays.

C'est dans la sphère politique que nous devons trouver la solution ou les solutions aux problèmes cités ci-dessus. La politique, dont tout dépend, dépend aussi de tout ce qui dépend d'elle. L'orientation politique qui décide de l'économie, de la société, de l'armée, dépend elle-même des conditions économiques, sociales et militaires. Nous affirmons catégoriquement que notre pouvoir est populaire et que le Peuple est au pouvoir. Cela signifie que nous, **le FRELIMO**, sommes le Gouvernement de notre Patrie. Le Conseil des ministres est l'organisme exécutoire des directives émanant de l'Assemblée populaire et du Président de la République (cf. Constitution de la République, article 58).

Mais, à son tour, face à la situation existante, nous dirons que c'est au Comité central du FRELIMO que revient la plus grande responsabilité, car il devra désigner, « dans le plus court délai possible », le nouveau Président de la République (cf. Const. de la République : art. 57). Nous dirons que : le Comité central nomme le Président de la République populaire du Mozambique (Président du FRELIMO) ; le Président de la République formera l'Exécutif (Gouvernement). On peut voir combien grande est la responsabilité du **Comité central**.

Nous devons donc, compatriotes, réfléchir profondément sur notre expérience en tant que :

- Front de Libération du Mozambique
- Parti FRELIMO
- Force dirigeante de la société mozambicaine.

Nous ne devons pas oublier que ceux qui ne parviennent pas à se rappeler l'expérience sont condamnés à la répéter.

Le Gouvernement que nous permettrons (élirons), va diriger l'État

mozambicain ; va décider de l'économie, de la vie sociale, de l'armée. En somme, il va diriger l'État mozambicain et la société mozambicaine. Combien a été amère notre expérience au niveau gouvernemental est connu. Et nous devons, ici, Compatriotes, étudier ensemble ce qui fait s'obstiner notre gouvernement. Ce qui suit est, en vérité, inquiétant :

- l'absence de secret d'État dans notre Pays ;
- la dilapidation de l'économie ;
- le vol impudent de la part de personnes à qui nous confions le gouvernement de ce Pays ;
- l'absence de sensibilité à la situation du Peuple : faim, misère, niveau de vie incompatible avec les potentialités du Pays ;
- fuite, en toute impunité, d'individus avec des sommes d'argent élevées pour Lisbonne, l'Afrique du Sud, etc., y investissant et créant la richesse sur le dos de la misère de notre Peuple.

### Compatriotes :

Nous devons analyser sérieusement et profondément la question gouvernementale. Il est nécessaire que nous démantelions, une fois pour toutes, ce jeu du chat et de la souris dans notre gouvernement. Cessons de nous tromper, si nous voulons qu'on cesse de nous tromper. Ne nous trompons plus. L'expérience vécue parle pour elle-même. Il s'agit, sans aucun doute, de la formule par laquelle aujourd'hui chacun doit appréhender le problème gouvernemental, le problème du pouvoir politique. Les fils de cette terre veulent aussi la paix, le bien-être, la prospérité et le progrès. Le Peuple a besoin de voir ses fils au pouvoir. Le Peuple veut et exige que l'on fasse justice et que l'on sorte de la misère. Pour cela, nous devons savoir décider qui gouvernera notre Peuple et nous n'oublierons pas que : qui choisit un Roi, choisit un Roi pour lui. Nous, Anciens Combattants et Fondateurs de cette République, devons faire vivre la Nation qui nous fait vivre ; faire vivre le Peuple qui nous fait vivre.

L'amère expérience que nous avons d'avoir étendu le pouvoir politique à quelque citoyen que ce fût, nous a créé de graves problèmes dus au manque d'honnêteté et de patriotisme de citoyens également considérés comme Mozambicains, mais irrémédiablement compromis avec l'étranger. Il est temps pour nous de dire que le **pouvoir politique**, dans toute Société-État, Société-Nation de cette planète est quelque chose de sacré. Nous trouvons que le critère de l'**origine** et du **lieu de naissance** (*originalidade e naturalidade*) doit être pris en compte dans la sphère du pouvoir politique. Le Gouvernement et l'action gouvernementale doivent refléter les désirs de notre cher Peuple. C'est pourquoi nous disons que **le Gouvernement doit représenter la majorité de cette Patrie**. Il doit représenter ceux à qui, de fait, fut destinée la colonisation. C'est ce Peuple et la terre que nous avons libérée qui sont aujourd'hui, une fois de plus, en jeu. Le Peuple et la Patrie, pour lesquels nous nous battons, furent les objectifs de notre lutte. Affirmer seulement qu'être Mozambicain est une condition suffisante pour être dirigeant est une façon erronée et fallacieuse de voir le problème du pouvoir politique dans le Pays. Nous devons dire quelque chose de plus : Mozambicain d'origine et de

souche. Le critère de l'**origine** doit être souligné pour nous éviter des ambiguïtés et situation embarrassantes. Imaginez, compatriotes, si le fils de Salazar ou de Marcello s'était permis de vivre au Mozambique, on lui concéderait « ipso facto » la citoyenneté mozambicaine. Quel que fût le motif, et même en tant que haut cadre extrêmement compétent, aurait-ce été sensé qu'il pût être Président de la République, ici ? Nous pensons que nous aurions tous été d'accord pour répondre par la négative.

C'est ici, dans l'arène du pouvoir politique national, que nous affirmons que le critère de l'**origine** et du **lieu de naissance** est important. Si un enfant n'apprend pas à marcher à quatre pattes, quand apprendra-t-il à marcher ? Il est d'usage courant d'affirmer que nous n'avons pas la tête à diriger. Est-ce vrai ? Avant la colonisation n'existait-il pas un pouvoir politique étatique ? A quoi se devait l'opposition que rencontra le colon ? Il est temps que nous mettions un point final à cet état de choses, à cette personnalité de négation.

### **Compatriotes :**

Un autre aspect que nous devons sauvegarder au sein du Gouvernement de notre chère Patrie, est d'avoir pour nous-mêmes conscience de l'histoire de l'Afrique australe et de l'Afrique en général. N'oublions pas, frères, que l'une des méthodes qu'a créées la colonisation fut de nous diviser pour régner. Une connaissance approfondie de notre zone, dite Afrique australe, est suffisante pour comprendre ce qui vient d'être dit. D'ailleurs les frontières existantes, pour les divers pays de l'Afrique australe, n'apparaissent pas par hasard. Elles sont là à dessein. Elles sont le résultat de la colonisation. Elles nous ont divisés car, au cours des siècles, tout en étant pour nous des frontières purement factices, elles satisfaisaient sans aucun doute les intérêts de la colonisation. La preuve évidente de cette stratégie de la colonisation est la préservation des affinités culturelles et linguistiques des populations des zones frontalières. Il est nécessaire que nous ayons conscience de cela, Compatriotes ! C'est pourquoi nous trouvons qu'au sein du Gouvernement central (Conseil des ministres) **la représentativité de chacune des Provinces est fondamentale et stabilisatrice**. On doit éviter, au sein du Gouvernement central, une concentration disproportionnée de membres d'une Province unique, ce qui amène à insinuer des problèmes d'origine tribale et régionale. Nous trouvons qu'en prenant cette mesure, on détruit le conflit Sud-Nord.

### **Compatriotes :**

Pour atteindre cette noble mission, qui n'est que la conduite des destins de ce pays, il est nécessaire que nous ayons un Président et un Gouvernement capables. Nous pensons que le Comité central, compte tenu de ce qui est en question, saura pour cela choisir la personne la plus indiquée. Cependant, nous, Anciens Combattants, jugeons que, pour atteindre ces objectifs, il est fondamental qu'on nomme comme Premier ministre, le camarade **Armando Emílio Guebuza**, l'une de ses compétences étant la formation du Gouvernement.

Ajoutons ici un nouvel éclaircissement, solide et irréfutable sur le Camarade que nous choisissons à présent comme Premier ministre : nous, Anciens Combattants, trouvons que le Camarade Guebuza a l'expérience et la force nécessaire pour mener à bien cette noble mission.

Nous pensons aussi que le Chef de l'État, le Président de la République, doit utiliser **un langage à la hauteur du statut de Chef d'État**.

Nous devons avoir un Chef d'État qui rende digne toute la Patrie mozambicaine. Il devient nécessaire, de la part du Chef de l'État, d'avoir un langage exempt de toute équivoque, exempt d'insultes dirigées vers qui que ce soit, c'est-à-dire qu'il devient nécessaire qu'il soit un vrai diplomate.

### **Compatriotes :**

Nous jugeons opportun de parler un peu de l'**intelligentsia** (*intelectualidade*) mozambicaine. Nous devons apprendre, frères : aucun pays de cette planète n'a réussi son plein développement avec des cadres étrangers. Notre expérience est remplie de leçons. On pourrait dire beaucoup de choses à ce sujet, mais ce n'est pas opportun. Il importe ici de souligner l'importance [sic] de la présence des intellectuels, fils de la Patrie, dans le processus de construction du Pays. Aujourd'hui, il n'est pas possible de gouverner les sociétés dites modernes sans un large éventail d'experts et spécialistes des diverses branches de la science. Nous avons plus que jamais besoin de trouver les moyens d'inviter tous les intellectuels originaires du Mozambique, leur Patrie, à revenir dans leur foyer contribuer, avec leurs connaissances profondes, à la construction du Pays. Nous pensons qu'un bon pourcentage des coopérants pourra alors être écarté, ce qui devient patriotique du point de vue économique.

Un autre point, Compatriotes, est le **problème de la guerre**. Nous devons trouver la solution à ce problème si nous voulons mériter le nom de fils de ce Peuple qui, jour après jour, est massacré, mutilé, humilié et spolié. Ne nous trompons pas nous-mêmes. Ayons le courage suffisant pour affronter la guerre. Le moment est arrivé d'ouvrir divers fronts pour résoudre le problème. Osons, nous, Anciens Combattants, accepter que, sur le champ de bataille, ce soient des Mozambicains qui soient face à face. Ceci s'appelle guerre civile. Voyons que l'Afrique a sa propre histoire. S'il s'agit du pouvoir, cherchons à le résoudre [sic], mais ne nous laissons pas aveugler. Nous ne devons pas internationaliser le conflit comme façon de le résoudre. Ce serait seulement ajourner le problème et perdre du temps. Notre Peuple veut la Paix. Et nous, en tant que Gouvernement, devons chercher les solutions les plus adéquates et durables à cette guerre civile. Si nous sommes véritablement les représentants de notre Peuple dans la conduite des destins de la Patrie, ne permettons plus le massacre de nos populations pour la défense d'intérêts étrangers à la Patrie. Ce sont des intérêts étrangers à la Patrie qui font se créer un cercle vicieux de violence dans de nombreux pays. Nous ne devons pas permettre cette situation dans notre Pays.

Les problèmes nationaux (internes) ne doivent pas être exportés sur l'arène internationale. Placer la guerre purement et simplement dans le contexte de la problématique de l'Afrique australe : Afrique du Sud,

Angola, Namibie, peut nous induire en erreur. De fait, la situation de l'Afrique australe est compliquée et complexe [sic]. Toutefois nous, FRELIMO, devons prendre une position sans équivoque face aux divers problèmes qui dévastent la région. Nous devons nous placer dans le cadre de solutions intelligentes préconisées également par d'autres États signataires de l'OUA et de l'ONU : ceci exige de nous une solidarité envers les Peuples en lutte pour leur Libération, au point de vue politique, diplomatique et économique.

On nous excusera d'affirmer qu'un bon Gouvernement saura voir que la guerre et le problème socio-économique sont les faces d'une même monnaie, bien que l'on doive mettre en priorité la fin de la guerre.

### **Compatriotes :**

Avant de terminer, nous aimerions dire quelque chose de plus sur la guerre. Il s'agit simplement d'un point de vue, d'une proposition.

Nous pensons que, pour mettre fin à la guerre, nous devons créer les conditions de la réconciliation. Mais cette réconciliation ne doit pas se faire n'importe comment. Nous pensons que pour créer les conditions de réconciliation entre frères mozambicains d'origine, il serait bon de tenter ce qui suit :

I. — Au niveau interne, il nous faudra renforcer le poids des Mozambicains d'origine au sein du pouvoir économique et du pouvoir politique, c'est-à-dire :

A) Dans l'aire du pouvoir économique, nous devons avoir comme ministres des Mozambicains d'origine, compétents et au patriotisme indiscutable :

- Ministère du Commerce
- Ministère des Finances
- Ministère de la Coopération internationale
- Ministère de l'Industrie et de l'Énergie
- Ministère de l'Agriculture
- Ministère des Ressources minérales
- Ministère du Travail
- Ministère des Transports, Communications et de la Marine marchande
- Banque du Mozambique

B) Dans l'aire du pouvoir politique, nous devons avoir à la tête des ministères suivants des Mozambicains d'origine, au patriotisme indiscutable et compétents :

- Ministère des Affaires étrangères
- Ministère de la Défense
- Ministère de la Sécurité
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Justice

De même, aux charges de :

- Président de la République
- Vice-président de la République

— Premier ministre

doivent être également des Mozambicains d'origine, au patriotisme indiscutable et compétents.

C) Il existe aussi d'autres ministères qui doivent être dans les mains des Mozambicains d'origine, patriotes et compétents. Ce sont les :

- Ministère de la Santé
- Ministère de l'Éducation et de l'Université
- Ministère de la Construction et des Eaux

II. — Envoyer des personnes explorer auprès des Mozambicains de la RENAMO s'ils sont capables de faire ce que nous nous proposons au point I. Cela signifie précisément ce qui suit :

— Nous, le FRELIMO, allons exclure complètement les Mozambicains non originaires du pouvoir politique, pouvoir économique et pouvoir militaire. Ces Mozambicains pourront, s'ils le veulent, se vouer à d'autres activités, comme exercer simplement la profession qu'ils ont ; se vouer à d'autres activités privées : dans le commerce, l'agriculture, l'industrie, etc. Il ne s'agit pas d'une discrimination. Cela consiste simplement à utiliser le critère de l'origine, qui s'applique dans de nombreux pays du monde. Comme exemple, nous n'irons pas bien loin : au Portugal, il existe des Noirs qui y sont nés, y ont grandi, étudié, avec la nationalité portugaise, étant des cadres compétents, mais on n'en trouve aucun comme Secrétaire d'État ou Ministre, pour ne pas parler de la Présidence de la République. Pouvons-nous dire que c'est de la discrimination ? Nous pensons que non. Il s'agit de mettre le pouvoir dans les mains de la majorité. Ce que nous voulons auprès de la RENAMO est précisément ce qui suit :

— S'il existe des Mozambicains non originaires, ces derniers ne doivent pas avoir accès au pouvoir politique ou militaire. Dans un probable accord entre le FRELIMO et la RENAMO, les Mozambicains non originaires qui sont dans la RENAMO doivent être conscients qu'ils ne devront pas participer aux conversations et à un possible gouvernement de réconciliation. Le Gouvernement qui se formera à partir du FRELIMO et de la RENAMO le sera seulement exclusivement [sic] de Mozambicains d'origine, comme nous avons expliqué précédemment. La réconciliation entre les Mozambicains d'origine du FRELIMO et les Mozambicains d'origine de la RENAMO peut être possible et véritable seulement une fois les Mozambicains non originaires exclus aussi bien du FRELIMO que de la RENAMO.

Si nous faisons des négociations sans utiliser le critère de l'origine, nous pouvons créer un danger pour la Patrie et pour les générations futures de nos descendants. Les Blancs de la RENAMO et du FRELIMO peuvent s'unir, méprisant et excluant complètement les Noirs du pouvoir politico-militaire et économique. Ce sera grave pour la Patrie et nous serons les responsables de cette humiliation et de ce mépris. Au lieu d'avoir la Patrie mozambicaine pour laquelle nous avons lutté, nous aurons un Brésil ou une Afrique du Sud.

**Frères :**

La solution militaire peut nous apporter une paix de courte durée. Nous

devons éviter de maintenir la Patrie dans une guerre sans fin. Voyons ce qui se passe dans d'autres pays comme le Tchad, l'Ouganda, etc. En général, ces guerres interminables sont liées à des intérêts étrangers à la Patrie. Imaginons que la RENAMO gagne militairement. Nous retournerions au maquis. Et si la RENAMO perdait une autre fois, ils retourneraient au maquis. Ainsi la guerre ne s'achèverait plus jamais. A quoi servirait cette guerre ? A nous les Mozambicains d'origine ? Nous pensons que non. C'est pourquoi nous, Mozambicains qui avons notre famille au village, devons éviter cette situation.

Pour éviter cette situation, il est important que nous discutons avec les Mozambicains d'origine de la RENAMO. Ce sont eux qui se trouvent au maquis à faire la guerre et, si nous le faisons, nous créerons les conditions pour que plus jamais les Fils de cette Terre ne soient utilisés pour défendre des intérêts étrangers à la Patrie.

### **Compatriotes :**

Nous connaissons bien ce qu'est la guerre. La guerre évolue, c'est-à-dire, s'étend. Qui de nous pensait qu'un jour nous irions serrer la main de Botha ? **Personne.** Pourtant, nous avons fait cela et, plus encore, nous avons signé l'accord.

Aujourd'hui, les bandits armés combattent avec un certain type d'armes. Demain, ils peuvent obtenir des armes beaucoup plus sophistiquées, comme : missiles anti-tanks, missiles terre-air, etc. En même temps, ils peuvent, à ce moment, avoir des cadres hautement préparés pour manœuvrer n'importe quel type d'armes. Allons-nous attendre que cela se produise ? Nous pensons que non.

Nous avons l'habitude de demander : avec qui allons-nous parler ? Nous trouvons que c'est le moment de poser une autre question : avec qui sommes-nous en train de lutter ? Nous savons que nous luttons contre des fantoches, des exécutants et des bandits armés et ils sont déjà beaucoup. Alors il vaut mieux parler directement avec les exécutants (fantoches ou bandits armés) pour qu'ils ne soient plus utilisés par leurs patrons. Toutefois, ils peuvent être des agents. Pour l'éviter, alors sensibilisons-les pour qu'ils cessent d'être des agents, parce que les pères, mères, oncles, tantes, frères, sœurs se trouvent dans le Pays et souffrent de cette guerre. Ces familles ont besoin de beaucoup d'appui parce que tout est détruit et ils doivent voir cette réalité. Les parents des patrons ne se trouvent pas dans le Pays, et ne craignent donc pour personne. S'ils y sont, alors ils ne souffrent pas parce qu'ils ont de bonnes conditions de vie ici au Mozambique.

Au cas où le Parti et le Gouvernement ne seraient pas d'accord avec cette opinion, avec notre manière de voir le problème, alors au lieu de mourir lentement, parce qu'ainsi la souffrance est pire, il vaut mieux mourir en une seconde. Donc, faisons une armée mixte du : Mozambique, Zimbabwe, de la Zambie, de la Tanzanie et de l'Angola. Déclarons la guerre directement à l'Afrique du Sud et ainsi finissons-en une fois pour toutes avec le conflit : ou meurt l'apartheid, ou nous mourrons tous.

Nous savons ce qu'est la guerre de guérillas et c'est pour cela que le cher et défunt Président dit que l'Afrique du Sud devrait déclarer direc-



tement la guerre au Mozambique, parce qu'il savait parfaitement qu'il valait mieux faire la guerre classique que la guerre de guérillas.

Après ce que nous venons de dire, nous trouvons utile d'avancer une proposition d'une possible composition de notre futur Gouvernement. C'est simplement une proposition, une opinion, pour aider à trouver quelques Mozambicains d'origine compétents et patriotes indiscutables. Ainsi nous pensons à :

1. Alberto Joaquim Chissano, Président de la République
2. Alberto Joaquim Chipande, Vice-président de la République et ministre de la Défense nationale
3. Armando Emilio Guebuza, Premier ministre
4. Mariano Matsinha, ministre de la Sécurité
5. Manuel José Antonio, ministre de l'Intérieur
6. Dr Eduardo Koloma, ministre des Affaires étrangères
7. Pascoal Mocumbi, ministre de la Santé
8. Lourenço Mutaka, ministre du Commerce
9. Ernesto Luca [?], ministre de l'Agriculture
10. Dr. John Kachimila, ministre des Ressources minérales
11. Feliciano Gundana, ministre de l'Industrie et de l'Énergie
12. Dr. Bernardo [Peras ?], ministre de la Construction et des Eaux
13. Graça Machel, ministre de l'Éducation
14. Aguiar Jonassane Real Masula, ministre du Travail
15. Eduardo Joaquim Mulembue, ministre de la Justice
16. Teodato Hunguana, ministre de l'Information
17. » » ministre des Finances
18. » » ministre des Transports, Communications et Marine marchande
19. Eneias Comiche, Gouverneur de la Banque du Mozambique
20. Guideon Ndobe, Recteur de l'Université Eduardo Mondlane
21. Dr. Carlos Machili, Vice-recteur de l'Université Eduardo Mondlane
22. Mateus Catupa, Chef du Cabinet de la Présidence

**N.B. :**

— Est dissous le ministère de la Coopération internationale et est créé le Département de la Coopération internationale, intégré au ministère des Affaires étrangères.

— Est également dissous le ministère de l'Administration étatique, et ses fonctions sont réparties entre le ministère de l'Intérieur et le Cabinet de la Présidence de la République.

— Est éteint le Secrétariat d'État au Travail et est créé le ministère du Travail.

— On doit nommer de nouveaux Gouverneurs pour les Provinces de Zambezia et Manica.

C'est avec tous ces points de vue que nous, Anciens Combattants, attendons la réunion du Comité central et l'élection du nouveau Président.

Merci !

La Lutte Continue !

Maputo, 25 octobre 1986.

**N.B. :**

1. — Afin de renforcer ce qui est exposé précédemment, nous pensons qu'au niveau du pouvoir politique de notre Pays, la composition du Bureau politique doit obéir au critère suivant :

- Chaque Province doit être représentée par un Mozambicain originaire de cette même Province et le Bureau politique sera alors le collectif formé par ces Mozambicains. Cela signifie que le Bureau politique sera composé des membres correspondant aux dix Provinces de la Nation.

- Les charges existantes au sein du Parti, comme le Secrétaire du Parti pour l'Information et la Propagande, le Secrétaire du Parti pour l'Économie, le Secrétaire du Parti pour le Travail idéologique, etc., doivent être occupées par des « Mozambicains originaires » et au patriotisme indiscutable.

2. — Doit disparaître le Secétariat d'État pour l'Enseignement technico-professionnel, et ses fonctions doivent passer aux mains du ministère de l'Éducation.

3. — Doivent être nommés :

- Rafael Maguni comme Directeur de Radio Mozambique

- » » comme Secrétaire d'État des Pêches

- Gabriel Simbine comme Directeur du Centre d'Études Africaines

- Un nouveau vice-ministre de l'Éducation en substitution de l'actuel vice-ministre, Carlos Beirao

- Un nouveau vice-ministre des Affaires étrangères en substitution de l'actuel vice-ministre Daniel Banze, celui-ci étant nommé Gouverneur de Zambézia

- Un nouveau vice-ministre de la Santé, en substitution du vice-ministre Fernando Vaz

- Un nouveau Directeur national de la Santé en substitution de l'actuel

- Mario da Costa, fonctionnaire de l'Empresa Aeroporto de Moçambique et membre du Cercle du Parti de l'Aéroport de Mavalane, comme Directeur de l'École nationale d'Aéronautique, en substitution de l'actuel Agafito Colaço

4. — Est révoquée la Constitution actuelle et est nommée une Commission technique de Mozambicains d'origine pour élaborer une nouvelle Constitution qui reflète les intérêts du Peuple mozambicain.

## **Addendum**

### **Compatriotes :**

Nous ne devons pas oublier l'Histoire. Notre Peuple est plongé dans un drame social, économique, dans la guerre, avec toute une série de misères. Rappelons-nous ce fait : quand furent imposées les sanctions économiques à la Rhodésie de Ian Smith, il y eut un épisode intéressant. La Zambie, après avoir appliqué les sanctions durant quelque temps, dit publiquement qu'elle allait réouvrir ses frontières avec la Rhodésie de Ian Smith, et elle le fit. Pourquoi ? Son peuple allait mourir de faim, car les sanctions affectaient profondément l'économie nationale. Nous, qui avons mené les

sanctions jusqu'à la fin, n'avons pas même gagné un centime de la Communauté internationale, encore moins de la Communauté de la Zone. Nous voulons par ceci souligner qu'est arrivé le moment de comprendre la réalité existant en Afrique australe et dans le monde. Est arrivé le moment de savoir bien distinguer les problèmes internes des problèmes internationaux. C'est ce que fit la Zambie, pays frère. Nous pouvons participer activement à la solution des problèmes internationaux, mais ceci ne doit pas nous empêcher de résoudre les graves problèmes internes que nous avons. C'est cela qui fait la Zambie jusqu'à aujourd'hui.

Nous sommes et serons toujours contre l'« apartheid ». Cependant, combattre l'apartheid ne signifie pas remettre ou vendre le Pouvoir politique aux Blancs ou Indiens, etc.

Les Blancs, Indiens et autres peuvent acquérir la nationalité mozambicaine, mais cela ne leur donne pas le droit de prendre le pouvoir politique dans notre pays. Cela n'est pas du tout de la discrimination. Ils ne sont pas victimes de discrimination. Ils vont où ils veulent. Ils ont les moyens et les possibilités de vivre dans notre pays. Mais ce que nous ne voulons pas c'est qu'ils prennent le pouvoir politique, qu'ils gouvernent notre pays. S'ils ont cette ambition, alors qu'ils retournent dans leurs pays d'origine où ils ont légitimement le droit de revendiquer et prendre le pouvoir politique.

N'ayons pas peur d'un « partheid » [sic] au Mozambique, si ce n'est de cette ambition des Blancs et Indiens de gouverner notre Pays. L'Histoire nous montre que l'apartheid est venu avec l'expansion et la colonisation européenne. Les idées et les guerres expansionnistes de Hitler et la domination blanche et boer en Afrique du Sud sont des preuves de cela. Les Boers et Blancs d'Afrique du Sud se sont imposés ouvertement contre les Noirs par l'apartheid. Ils ont créé l'apartheid. Ce ne sont pas les Noirs qui l'ont créé. Concrètement, au Mozambique, l'apartheid n'existe pas, mais nous devons être attentifs contre cet apartheid voilé des Blancs et des Indiens apparemment très révolutionnaires, parce qu'ils croient gouverner et préparer ainsi un futur Brésil ici au Mozambique.

Nous devons défendre et réaliser les légitimes aspirations du Peuple qui continue à souffrir, lui permettant d'exercer réellement le pouvoir politique qu'il a conquis.

Quand nous affirmons que le Pouvoir politique doit être dans les mains des originaires, ceci ne signifie pas l'apartheid.

Voyons quelques exemples :

— Prenons une famille bien constituée, père, mère et fils. Il advient que le père pour des raisons diverses, amène un autre enfant de dehors et l'adopte comme fils. Nous appellerons cet enfant fils **adoptif**. Les autres fils proprement dits sont appelés fils **légitimes**. Si, pour un motif quelconque, les parents de cette famille meurent, nous savons tous que ceux qui prennent l'héritage et la direction de tout ce que le parents ont laissé sont les **fils légitimes**. L'adopté, en principe, **n'a pas droit** à l'héritage ni à la direction, bien qu'il puisse continuer à jouir de divers avantages dont il bénéficiait précédemment. Par cette image, nous pouvons considérer comme **fils adoptif** le Mozambicain non originaire et de nationalité acquise, et **fils légitime** le Mozambicain d'origine (qui n'a pas besoin d'acquérir ni de demander la nationalité pour être Mozambicain). Donc la

**direction politique** de notre Pays doit appartenir au **Mozambicain d'origine**. Serait-ce cela la discrimination ? Serait-ce cela l'apartheid ?

— Autre exemple : un jour, se promenaient dans les rues de Lisbonne un Noir du Mozambique et un autre Noir d'Angola. Ce dernier naquit au Portugal et garda la nationalité portugaise. Tous deux furent interpellés par un citoyen portugais d'origine qui leur demanda d'où ils étaient. Le Noir du Mozambique répondit qu'il était du Mozambique. L'autre Noir répondit qu'il était Portugais. Le citoyen portugais originaire se tut, incrédule, et de nouveau demanda de quel pays d'origine il était. De nouveau, le Noir angolais répondit qu'il était du Portugal. Ouvertement le Portugais d'origine lui dit que ce n'était pas possible. Il lui demanda d'où étaient ses parents et grands-parents. Alors le Noir répondit qu'ils étaient d'Angola. Le Portugais d'origine lui dit qu'il était africain d'Angola, que son pays était l'Angola et qu'il devait répondre ainsi, qu'il avait acquis la nationalité portugaise.

C'était toute une mentalité, la politique portugaise qui faisait du Mozambique une parcelle du Portugal, une province du Portugal. Ici dans la province, la majorité était constituée de Noirs. Cependant pas un seul Noir ne pouvait participer au Conseil des ministres comme ministre. Durant les cinq cents années de domination, aucun Noir ne fut gouverneur. Les gouverneurs portugais savaient bien que placer un Noir comme ministre du Portugal pouvait entraîner une réaction négative des populations portugaises. Un Noir, au Portugal, peut être millionnaire avec la nationalité portugaise, etc., mais ne peut être placé comme ministre ou gouverneur d'une Province, parce que le Portugal a des patrons d'origine qui sont portugais.

L'histoire même du Portugal nous montre comment en diverses occasions, le peuple portugais a lutté contre la domination étrangère. Rappelons-nous les batailles des Atoleiros en 1384, de Trancoso et d'Aljubarrota en 1387 et de Valverde en 1411, contre les tentatives de domination castillanes, bien que D. Beatriz fût fille légitime de D. Fernando, mais le peuple portugais n'avait jamais oublié que la régente D. Leonor, mère de D. Beatriz et épouse de D. Fernando, était castillane.

Aujourd'hui, nous assistons au problème malawite. Le peuple malawite, très justement, rejette la candidature de John Tembo qui, bien qu'ayant passé et dédié toute sa vie au Malawi, ne peut être le successeur légitime du Dr. Banda, parce qu'il n'est pas originaire de ce pays.

Ceci signifie que le pouvoir doit être dans les mains véritables du Peuple. Le Peuple se bat pour son pouvoir. N'oublions pas les observations de la réunion des Anciens Combattants à Beira en 1982, qui débattit de nombreux problèmes de légitimité et d'authenticité du pouvoir et de qui doit être au pouvoir.

La Conférence générale de la Jeunesse mozambicaine a parlé du même problème, demandant pourquoi les autres races ne luttèrent pas côte à côte, au combat. Fut aussi dénoncée la discrimination qui a cours à la Faculté de Médecine. On a beaucoup parlé, mais sans succès.

Il existe quelques Mozambicains d'origine gagnés par les Mozambicains non originaires, qui ont une mentalité qui va à l'encontre des vrais intérêts du peuple. Ces Mozambicains ont déjà oublié le village et ne se rappellent pas que leurs oncles, grands-parents, frères, continuent à souffrir au village, sans les conditions minimales de vie. Au lieu de lutter pour les vrais

intérêts de leur Peuple, ils contribuent à l'oppression de leurs frères, conjointement avec les Mozambicains non originaires. Cette sorte de Mozambicain est utilisée comme agents des intérêts des Mozambicains non originaires, car les Mozambicains non originaires savent parfaitement que le Peuple ne les acceptera jamais comme dirigeants. Alors pour être acceptés, ils réussissent à recruter des Mozambicains d'origine pour être leurs agents et laquais. Ces derniers créent une mentalité qui va contre, et trahit, les aspirations réelles du Peuple mozambicain. Ainsi le Peuple reste désespéré, vivant dans la misère, quand les étrangers et les Mozambicains non originaires vivent et mangent bien, sans manquer de rien.

### **Compatriotes :**

Les problèmes de gouvernement du Pays, que nous vivons en ce moment, ont leurs racines dans le processus de la lutte de libération nationale. Nous, les Anciens Combattants, durant la lutte armée, étions par-dessus tout préoccupés par la guerre. Nous faisons la guerre l'arme à la main, affrontant jour et nuit la mort. Nous étions tous préoccupés par l'expulsion du colonialisme de notre Terre. Ainsi avons-nous fait et gagné la guerre juste. Durant ce processus, nous avions le contact direct avec nos populations. Nous voyions la souffrance et la misère de nos frères, sœurs, pères, mères et grands-parents. Chacun de nous promettait de tirer le peuple de cette misère. C'est pourquoi notre unique langage avec l'ennemi était l'arme, le fusil. Là, dans ce que les colons appelaient la brousse, **notre sensibilité pour les problèmes du Peuple était profonde.**

Advint notre Indépendance chérie. Nous, les Anciens Combattants, fûmes satisfaits de voir que notre premier objectif avait été obtenu. Maintenant, il nous restait à réussir nos objectifs relatifs aux populations. Nous pensions que nos frères de lutte, choisis pour le gouvernement du Pays, allaient, avec une grande responsabilité, créer les conditions adéquates.

Les années passèrent et les problèmes surgirent à tous les niveaux : politique, militaire, économique et social. Nous vîmes que le Pays s'enfonçait chaque fois plus. Nous avons essayé de comprendre ce qui se passait. Nous avons regardé le passé et le présent, et avons constaté cette triste réalité : le FRELIMO avait été infiltré. Cette infiltration, pour nous qui avons fait la guerre nuit et jour, fut surprenante. Nous avons cherché à savoir comment cela avait été possible. Notre étonnement ne cessait pas, d'autant plus que plus le temps passait, plus nous voyions d'infiltration au sein de notre Pouvoir politique. Nous avons su par d'autres frères que quelques dirigeants, que nous avons aujourd'hui [sic] au FRELIMO, avaient souvent été des défenseurs du colonialisme, appartenant à des institutions comme la Jeunesse portugaise, etc. Nous avons essayé de parler, de dénoncer ces infiltrations, mais nous étions immédiatement traités de Noirs racistes, ignorants, dépassés et vulgaires. Et qui nous traitaient ainsi ? C'étaient des compagnons qui apparurent dans le FRELIMO comme camarades de lutte ou les infiltrés d'après l'Indépendance.

### **Compatriotes :**

L'expérience de ces onze années nous amène à la conclusion suivante : les onze années d'expérience de gouvernement des destins du Pays nous

montrent avec la plus grande évidence que **nous ne pouvons continuer à confier le pouvoir politique à des personnes qui vivent comme un caméléon.**

La mort de Son Excellence le Président de la République nous a beaucoup surpris. Nous avons entendu et lu ce que d'autres pays et personnalités étrangers dirent et disent sur les causes de cette mort. En réalité, les « **véritables causes** » n'ont pas encore été divulguées officiellement par notre Pays. Toutefois, nous aimerions mettre en évidence ce qui suit :

- a) Avant la mort de Son Excellence le Président de la République, nous avons su que la Nation avait été menée par les Sud-Africains.
- b) Nous avons reçu par le biais du ministre de la Sécurité un communiqué comme quoi les Sud-Africains avaient infiltré des « Commandos » dans notre pays.
- c) Notre propre ministre de la Sécurité appela toute la population à aiguïser la vigilance afin de neutraliser toute initiative que ce soit de l'ennemi.
- d) Peu de jour avant, « l'AIM divulgua internationalement (le 15 octobre dernier) un article dans lequel elle faisait connaître que le Président Samora Machel était une des cibles de la hiérarchie militaire de l'Afrique du Sud » (cf. *Noticias*, 21-10-1986, p. 5).

Face à ces recommandations de notre ministre de la Sécurité, nous sommes restés pantois (*boca aberta*), stupéfaits, en apprenant que l'avion qui transportait Son Excellence le Président de la République n'avait pas cette « sécurité aiguë » dont, quelques jours avant la mort, avait parlé le ministre de la Sécurité. N'aurait-ce pas été aussi aiguïser la vigilance, de la part de notre ministre de la Sécurité, d'avoir ordonné d'organiser l'escorte de l'avion présidentiel durant le parcours d'aller, de Maputo à la frontière zambienne, et de retour, de la frontière zambienne à l'aéroport de Mavalane ? Cela n'aurait-il pas facilité notre action, le secours et la localisation de l'avion, quel que soit le motif de l'écrasement au sol de l'avion ? On sait aussi qu'une bonne escorte de l'avion n'aurait pas permis que l'avion soit abattu, au cas où ce serait la raison de la chute de l'avion. Outre le fait que l'escorte ne l'aurait pas permis, les Sud-Africains n'auraient pas tenté d'abattre ou de dévier la route de l'avion, parce que l'escorte aurait dénoncé cela, mettant l'Afrique du Sud en difficultés. Que signifie cette absence de « sécurité aiguë » de la part de notre ministre de la Sécurité ? Où est restée cette « sécurité aiguë » ? En sa qualité d'autorité maximale de sécurité du Président, comment le Ministre aurait-il oublié cette « sécurité aiguë » ? Que signifie cela ? Négligence ? Irresponsabilité ? Manque de compétence ? Ignorance ?

C'est de ces problèmes que nous parlons. C'est cela qui nous fait dire qu'il y a eu des compagnons qui sont entrés dans le FRELIMO, envers qui nous avons et avons des réticences et doutes, mais nous avons toujours tenté de les comprendre. Maintenant, nous sommes fatigués et ça suffit !

### **Compatriotes :**

Analysons, une fois de plus et froidement, le problème de la guerre.

Nous sommes un Pays qui existe depuis peu d'années, mais nous pensons que nous pouvons comprendre facilement ce qui se passe aujourd'hui dans le monde. Dans le cas concret de la guerre que nous supportons, nous pourrions essayer de la comprendre mieux.

Il y a des pays, de par le monde, qui fabriquent des choses très bonnes pour le bien-être et le bonheur des gens. Par exemple, il existe la fabrication et le commerce d'automobiles, trains, tracteurs, avions, riz, beurre, fromage, miel, farine, bicyclettes, camions, etc. Ces articles servent au bien-être et au bonheur des gens. Nous, Mozambicains, achetons aux étrangers beaucoup de ces choses. Le problème des transports publics est résolu en commercialisant à l'étranger d'autres produits internes.

Mais il existe un autre type de commerce très généralisé dans le monde, mais peu compris par les gens et par les peuples.

Que nous le voulions ou non, Compatriotes, nous devons savoir et avoir conscience que ce commerce existe. C'est le commerce qui dépasse l'entendement de tous. Il est délicat et sophistiqué. Pour faire ce commerce, les pays détenteurs d'arsenaux militaires doivent avoir des marchés, c'est-à-dire des endroits où ils puissent vendre ces armes. Les clients, en général, sont les États-Nations ou les Mouvements de lutte. Pour qu'un État ou un Mouvement se consacre au commerce des armes, il lui faut avoir des raisons profondes. Aujourd'hui, nous trouvons des guerres qui se justifient de diverses manières : lutte contre le colonialisme, contre le néo-colonialisme, lutte contre l'apartheid, contre le terrorisme, lutte contre l'expansion communiste, contre le capitalisme et l'impérialisme, lutte en faveur d'une religion au détriment d'une autre, guerres motivées par des idéologies contraires, etc.

C'est pourquoi si nous analysons les guerres qui existent sur la planète, nous verrons qu'en chacune d'elles apparaissent des raisons de son existence du type de celles précitées.

Voyons notre guerre. Les uns disent qu'il s'agit d'une lutte contre les bandits armés. Les autres que c'est une lutte contre l'expansionnisme communiste dans le monde. En vérité, sur le champ de bataille, c'est nous les Mozambicains qui nous trouvons face à face. Nous luttons entre nous. Nous nous tuons nous-mêmes. Nous décimons des populations entières. Tout cela pour quoi ?

De fait, ceux qui ont des armes à vendre doivent chercher des acheteurs. Mais comme il s'agit d'un commerce délicat, il est nécessaire de **chercher** ou de **créer** des marchés pour le commerce des armes. C'est bien triste, Compatriotes, mais c'est la réalité.

Ceux qui possèdent le monopole de vente des armes ne peuvent pas se croiser les bras pendant que ces armes ne sont pas vendues.

Nous, en ce moment, constituons un bon marché pour la vente des armes, parce que nous avons une guerre interne. Les fournisseurs d'armes savent parfaitement que, pour notre conflit, plus de temps durera le conflit [sic], plus de commerce se fera. Ainsi ils ont peu intérêt à voir le conflit résolu de façon pacifique. Au contraire, ils alimentent le conflit. Sous le prétexte de nous aider à combattre l'« ennemi », ils sont en train de retirer les richesses pour nous abandonner quand nous n'en aurons plus et, à ce moment, ils feront terminer cette guerre parce qu'ils n'y auront plus d'intérêts économiques. C'est l'autre face de la guerre. Cette guerre appauvrit notre Pays. Ne nous trompons plus ! Tant que nous ne réussirons pas

à résoudre pacifiquement nos problèmes internes — et il n'y a que nous qui puissions les résoudre — nous serons sujets à être les clients des détenteurs d'arsenaux d'armement. Nous serons divisés en deux équipes : chacune avec son entraîneur qui est, en ce cas, l'entraîneur-fournisseur d'armes. Quel qu'il soit. Notre peuple restera à assister et à supporter ce **jeu de vie ou de mort** ! Nous continuerons d'être traités comme des pantins.

Nous, Mozambicains, devons avoir le courage suffisant pour résoudre nos problèmes internes et **nous ne devons pas permettre que l'étranger nous mette en guerre**, que ce soit pour lutter contre l'expansionnisme soviétique ou pour lutter contre le capitalisme et l'impérialisme. Ceux qui tirent les avantages et les profits de la guerre sont ceux qui en ont besoin pour commercialiser des armes. Par conséquent, **c'est à eux que la guerre est avantageuse**. Nous, nous n'avons pas d'armes à commercialiser. Nous, nous restons seulement avec la mort et la misère. Pour le conflit interne actuel que nous avons, nous devons chercher et éliminer totalement les ingérences externes. Si notre conflit est alimenté par des idéologies, si nous luttons pour implanter telle ou telle idéologie dans notre Pays, nous devons savoir qu'est arrivé le moment d'être adultes et de ne pas permettre que nous soyons des pantins animés.

#### **Compatriotes :**

Pour finir, nous aimerions faire un appel à nos Dirigeants sur ce document : ce n'est pas notre opinion. Nous sommes convaincus que notre manière sincère de voir le problème s'insère dans la valeureuse tradition de critique et auto-critique du FRELIMO.

*(Traduction de M. Cahen. La traduction est restée volontairement très près du texte, respectant la graphie (majuscules, etc.) et dans la mesure du possible les tournures de phrase, même si le style s'en ressent souvent.)*

<p>Nous publierons dans notre prochain numéro un autre document inédit : le MANIFESTE et le PROGRAMME DE LA RÉSISTANCE NATIONALE MOZAMBICAINE (RENAMO).</p>
---